



Pumpernickel

L'accélération

ET C'EST PARTI ! Alors qu'il piaffait d'impatience depuis de trop longs mois, l'ancien s'est mis sur les rangs pour cueillir un fruit déjà mûr, celui de la revanche de 2008, cette défaite qu'il n'a toujours pas encaissée. On s'amusera de cette déclaration d'amour à la fraternité, à l'écoute et au travail en commun, faite avec l'enthousiasme des nouveaux convertis. Qui a remarqué que tout cela aurait été au centre de la "normalité" de l'ancien équipage entre 1989 et 2008 ?

En passant, le chef de file de l'opposition municipale doit se réjouir que les choses aient changé à l'agence locale du premier quotidien d'Alsace, où les oppositions de naguère ont rarement été convenablement traitées. En fait, la normalité a touché tout le monde, et c'est beaucoup mieux comme ça.

Il devient difficile de suivre les rumeurs qui accompagnent la gestation de ces listes en constitution, dont on se demande sur quoi elles se bâtissent. À part se pousser du col ou jouer à l'homme providentiel, *quid* des projets, surtout quand ils émanent de presque septuagénaires, dont il est raisonnable de penser qu'ils ont leur avenir derrière eux ? Ne disons rien de ces inconnus qui voudraient exciper d'on ne sait quelle qualification professionnelle pour nous persuader qu'ils sont les personnages de la situation !

Dans ces colonnes, il n'y a rien à vendre. On s'y contente d'un coup d'œil critique, quel que soit le détenteur d'un pouvoir par nature éphémère, puisque nous sommes en démocratie. N'oublions surtout pas de leur demander, sans concession et à tous, les comptes qu'ils doivent nous rendre, parce que nous le valons bien, non ?

Pumpernickel

Licencié aujourd'hui, employé demain ?

DOUZIÈME SCANSION de l'anaphore du candidat socialiste lors du débat d'entre deux tours : "*Moi Président de la République, je ferai en sorte que les partenaires sociaux puissent être considérés, aussi bien les organisations professionnelles que les syndicats. Et que nous puissions avoir régulièrement une discussion pour savoir ce qui relève de la loi ou ce qui relève de la négociation.*". C'était précisément le thème de cette conférence sociale qui a accouché d'un accord national interprofessionnel, salué comme historique par "les 200 familles" [le medef], le Figaro, trois confédérations syndicales [qui viennent de recueillir, au total, 28% des voix aux élections professionnelles des "très petites entreprises"] et le gouvernement : quel compagnonnage !

"*Compétitivité et sécurisation*" sont les maître-mots de cette capitulation en rase campagne face aux exigences de ceux qui n'ont que l'exemple du Danemark [où le licenciement sans contrainte date de... 1899 !] à nous brandir. Sans savoir que la "flexicurité" en vigueur là-bas vient des Pays-Bas, et en oubliant qu'elle repose tant sur l'équilibre entre droits et responsabilités des employeurs et des travailleurs que sur un climat de confiance entre pouvoirs publics et partenaires sociaux, afin que chaque partie prenne ses responsabilités. À voir la tête des uns et des autres, on sent que la confiance est déjà au rendez-vous.

Il est dommage que l'on entende si rarement parler de quelques-unes des dispositions de cet accord : un employeur pourrait licencier un salarié qui refuserait une modification de son poste ou de son lieu de travail, ou qui aurait aussi l'insolence de contester une diminution de son salaire. Ces dispositions "historiques" risquent d'ailleurs de ne pas passer le cap de la chambre sociale de la Cour de Cassation qui a la maladresse de s'appuyer sur les dispositions définies par l'Organisation internationale du Travail. Si l'on suit la "logique" des promoteurs de cet accord, il y aurait sans doute lieu de prononcer au plus tôt la dissolution de ces deux instances qui ne comprennent rien à l'esprit d'entreprise et au progrès. On préfère nous faire croire que les CDD seront plus taxés que les CDI, ce qui est loin d'être réellement acquis.

En 1984, tel cadre dirigeant dans une entreprise nord-américaine était gratifié d'un diamant en reconnaissance des 25 ans qu'il avait passés à servir les intérêts de ceux qui l'avaient employé. Trente ans plus tard, un autre cadre dirigeant d'une autre entreprise nord-américaine qu'il a servie également 25 ans durant, vient d'en être mis à la porte, sans doute du fait du plafonnement de son potentiel et de son inaptitude à s'adapter aux nouvelles règles managériales. Encore un qui vient de prendre une bonne leçon sur "l'équilibre entre droits et responsabilités des employeurs et des travailleurs" et qui doit se réjouir que son départ puisse permettre au monde de la finance, l'ancien adversaire de l'actuel président de la république, de retrouver son équilibre, encore un équilibre.

sommaire

accélération	p.1
licencié	p.1
invitation	p.1
actualité-1	p.2
actualité-2	p.3
actualité-3	p.4
V ^{ème} et IX ^{ème} arts	p.5
réussite 2/2	p.6
travaux pratiques	p.7
hommage	p.8
anniversaire	p.8
supplément	p.là IV

Les articles publiés dans Pumpernickel peuvent être reproduits librement sous réserve de mention de provenance.

INVITATION ...

... aux dixièmes rencontres de Pumpernickel, qui fêtera son dix-huitième anniversaire le dimanche 8 septembre 2013.

1 rue Saint-Jean à Wissembourg, à partir de 14h30.

Il y aura des amis, du soleil, de la musique, des rencontres, à boire et à manger. Si tout se passe comme prévu, le garnement vous aura préparé une surprise dont vous ne reviendrez pas. Mais, patience...

Et comme d'habitude, tout à 50 centimes !

Pumpernickel
dir. de publication : Antoine Michon
irrégulomadaire
dépôt légal : à parution
n° ISSN : 1271-6332
1 rue Saint-Jean
67160 Wissembourg
abonnement :
annuel : 3 euros / soutien : 6 euros
pumpernickel@live.fr
pumpernickel.fr
reprographié à
500 exemplaires par
"medialogik" / medialogik.tv
Husarenlager 6a
D - 76187 Karlsruhe
tél. : (0049) 721 53 12 992
fax : (0049) 721 53 12 993

Actualité wissembourgeoise – 1

"Brame électoral à Wissembourg !" Alors ça y est, pas de trêve des confiseurs, on enchaîne les réunions toutes plus d'information

les unes que les autres, autant de prétextes à monopoliser la parole, à nonnant, en boucle, les réussites du pouvoir municipal.

C'EST MÊME DE "PLAN DRAGUE" dont il faut parler, tant les mains passées dans le dos, les saluts appuyés, les conversations ostentatoires en deviennent vaniteuses du fait même de leur excès.

Un exemple ?

L'autre jour, c'était "réunion de quartier" pour le centre de la commune. Ça se tenait dans la grande salle du relais culturel [ici, on ne dit pas autrement] et a donné lieu, une fois de plus, à ce déluge de mots vides de sens mis en scène sur fond de présentation assistée par ordinateur sans âme. Quel est donc l'intérêt de nous rebattre les oreilles avec ce que nous savons déjà pour l'avoir ou bien entendu, entre deux bâillements, au conseil municipal ou bien lu dans les comptes rendus disponibles ici et là ? Mais non, il fallait bien tester l'un de ces slogans ["*Une ville à votre service*"] qui va certainement servir de support à la prochaine campagne électorale qui s'annonce d'un ennui consternant. Quand "*l'espace de discussion*", selon la formule de la cellule de propagande municipale, se résume à une dizaine de questions après trois quarts d'heure de papotage autour des lieux communs habituels, il est légitime de demander raison à celui qui s'est fait élire sur un autre slogan qu'il est presque cruel de rappeler, "*Ensemble, autrement*". Tout comme il lui est malvenu de considérer que chaque remarque qui ne s'apparenterait pas à un dithyrambe à son égard doit être assimilée à une critique téléguidée par une opposition qu'il exècre moins encore que tous ceux dont il s'est moqué ces quatre dernières années.

Cette réunion de quartier sans entrain suivie par une cinquantaine de personnes, dont vraisemblablement une bonne dizaine en service commandé, n'a en fait rien apporté de nouveau, puisque l'organisateur a répondu à tout. Tout est présenté alors que tout est ficelé, décidé, enregistré ["acté" comme ils disent parce qu'ils ne savent pas parler]. Rien n'est mis à la discussion, tout arrive, comme par enchantement et doit faire le bonheur de ce Peuple qui doit remercier le Ciel d'avoir mis sur sa route des personnages de cet acabit.

Même les erreurs ou les approximations sont l'occasion de faire taire ceux qui, par nature, en savent moins que celui qui sait tout. Ainsi une ancienne commerçante a-t-elle dû faire le *forcing* pour que l'on reconnaisse enfin que c'était elle qui savait combien elle payait de taxes, alors que celui qui les décrète avait du mal à faire les comptes.

Nous avons aussi eu droit à la figure désormais imposée du développement sur "la dette". Il y en a moins qu'avant, parce que nos prédécesseurs étaient des incapables, de mauvais gestionnaires qui en prenaient

à leur aise avec les finances communales. Graphique à l'appui, on nous "démontre" qu'elle est passée de 5,8 millions d'euros en 2001 à 10,7 millions en 2008, soit une augmentation de 47% nous affirme celui qui sait mieux compter que tous les autres [en fait plus de 85% pour ceux qui savent compter]. Cette assertion semble à relativiser si l'on s'en tient aux informations basées sur les données du ministère des Finances selon lesquelles la dette aurait continué à croître ces quatre dernières années pour atteindre 12,6 millions d'euros, soit une charge par habitant passant de 1 300 euros à 1 600 euros, avec un emballement de l'annuité de la dette l'an dernier qui aurait plus que doublé ! [sources : journaldunet.com]. Reconnaissons que tout cela fait mauvaise impression et plombe légèrement l'ambiance.

Ceux qui ont encore un peu d'humour peuvent relire "*Le cadeau de César*", savoureux album d'Astérix, qui sait brocarder tous ces vendeurs d'illusion adeptes de la récitation des statistiques.

Bons vœux à vous, les "forces vives" !

L'exercice s'est poursuivi quelques jours plus tard avec ce rite dont on ne sait s'il faudra l'intégrer aux comptes de la prochaine campagne électorale, la "cérémonie des vœux". Là encore, ce sont les mêmes discours invariablement recyclés qui resservent d'année en année, pour essayer de nous convaincre de ce à quoi celui qui parle ne croit même plus : tous les jours et à tous points de vue, nous allons de mieux en mieux ! À condition bien entendu d'avoir intégré que nous devons nous en remettre à ce personnage qui nous avait ... si peu promis [rappelons-nous cette soirée électorale du 22 février 2008, "*Nous ne ferons aucune promesse !*", eh bien, en voilà une qu'il aura tenue !] et en qui nous placions tant d'espoirs. Début janvier, il a essayé de nous vendre sa zone commerciale désespérément squelettique où trône cet avantageux panneau selon lequel les dernières cellules seraient disponibles, s'attirant les foudres des commerçants du centre qui ont été, selon eux, délibérément tenus à distance de cette lubie. Voilà encore une catégorie sociale ou professionnelle qui est amenée à regretter de ne pas avoir plus et mieux écouté ceux qui nous mettaient en garde [précisons néanmoins que ces avertissements perdaient toute valeur puisqu'ils émanaient d'individus courageusement anonymes qui mêlaient systématiquement accusations, ragots, potins et cancans]. Bref, cette zone de commerce, censée créer ici les emplois qu'elle aura détruits ailleurs, se présente encore comme une grande réussite qui va nous réconcilier, tous et à coup sûr, avec ce bonheur libéralo-paternaliste que l'on veut à tout

prix nous imposer. Somme toute, l'action de la municipalité, ou de ce qu'il en reste, est cohérente, et stable dans le caporalisme et l'autoritarisme. Ce n'est sans doute le meilleur compliment qu'on aura pu lui faire.

L'esprit d'équipe ?

On a trop tendance à oublier qu'au fil des mois et des années, ce ne sont pas moins de six conseillers municipaux de la liste "majoritaire" qui ont rendu leur tablier, et qu'un autre a fait l'objet d'une dégradation qui est tout au déshonneur de ceux qui l'ont organisée, quels que fussent les reproches que l'on avait à faire à celui que l'on humiliait publiquement. Il n'y a donc plus de "réserve" pour compenser les prochaines défections suscitées par des comportements, des réflexions et des attitudes qui vont au-delà de l'incorrection. Entendre que celui qui a été l'artisan de la victoire de mars 2008 est maintenant qualifié de "*machine à perdre*" est insupportable, inadmissible et révoltant. Rien ne saurait justifier de qui que ce soit de tels errements. Et Pumpnickel en a suffisamment supporté il y a quelques années pour ne pas accepter que l'on se conduise avec les autres, même les pires, comme on s'est comporté avec lui. Tout ça parce que l'on aurait commis la faute impardonnable d'avoir simplement rendu service à des gens que le maire considérerait comme des adversaires. On n'ose pas penser qu'il puisse voir en eux des ennemis. Objectivement, on était rarement allé aussi loin, même du temps de l'imbuvable arrogance de la droite extrême-droite déjà à l'affût. Actuellement, et du fait d'une conjoncture particulièrement pénible, la nervosité des uns, la fébrilité des autres et la cécité des derniers oblige ceux qui restent à tout avaler, à tout admettre, à tout encaisser. Ce n'est sans doute pas la meilleure des méthodes pour l'emporter dans un peu plus d'un an, quand tel se sera dévoilé, ou que tel ou telle autre aura rejoint l'adversaire et que le doute et la confusion serviront de colonne vertébrale à des échanges dérisoires et futiles dont l'absence de débat d'idées sera l'une des caractéristiques principales.

"... serrons-nous les coudes !..."

C'est dorénavant le thème qui est interminablement décliné pour donner de la municipalité l'image de ceux qui cherchent le consensus à tout prix [sans se rendre compte que c'en est la version molle, donc la moins intéressante] et devront affronter tous "les autres". Mais de qui parle-t-on, et à qui affecte-t-on de tendre cette main ouverte et magnanime ? On l'apprend dans la foulée en entendant tonner contre ces "intellectuellement malhonnêtes" qui critiquent chaque initiative et médisent de chaque projet. C'est ben vrai, ça, Mère Denis !

Actualité wissembourgeoise – 2

"Brame électoral à Wissembourg !", la suite. Les sujets ne manquent pas, et si les uns peuvent faire leur bilan [y compris en

usant des moyens publics], les autres ont le même droit, et à charge si tel est leur bon plaisir. Et c'est comme à la Samaritaine !

Cette malhonnêteté intellectuelle que l'on prête à ces insupportables "autres" est régulièrement convoquée, jusqu'au ridicule.

"Mensonges et calomnies"

Ainsi telle intervention directe du maire auprès des plus proches amis de Pumpnickel, en septembre dernier, pour les dissuader de participer à la fête annuelle d'une publication, traitée de "tract", qui a tout de même assuré plus que sa part lors de la campagne électorale de mars 2008 en soutenant activement une liste qu'elle prenait pour le renouveau. Il n'hésitait pas à y présenter Pumpnickel comme l'organe d'un *"dictateur de droite extrême propageant un discours d'exclusion"*, et mettait en garde ceux qui auraient l'audace de participer à cette "fête".

[un autre envoi, direct celui-là, reprenait ces termes en les développant, attestant qu'il ne s'agissait pas d'un simple mouvement d'humeur, ndlr]

Chacun conviendra que l'on est en face de propos mesurés, pesés au trébuchet de la réflexion, et en aucun cas d'une entreprise de dénigrement d'une personne coupable de conserver le sens de l'observation critique de la situation locale. Ajoutons que les amis de Pumpnickel ont sèchement répondu qu'ils savaient ce qu'ils avaient à faire, s'étonnant au passage de se savoir surveillés [ce qui a été constaté au travers des apparitions furtives de tel ou telle venus faire le compte des présents, ce dimanche 9 septembre 2012 ; par chance, les participants ont été aussi nombreux que les années précédentes !]. Ce doit être de cette manière que la municipalité envisage cette fraternité psalmodiée à tort et de travers, histoire de donner le change.

Les "vrais" Wissembourgeois

Comme il fallait bien "charger la mule", autant être outrancier ! C'est au nom de cette même main dont nous ignorions encore qu'elle allait être tendue que Pumpnickel a été taxé de xénophobe au prétexte qu'il s'en est pris au directeur de cabinet. Cette accusation en a plongé plus d'un dans un abîme de perplexité tant elle est ridicule et dénuée de toute réalité. Lorsqu'il a été fait allusion ici aux "vrais Wissembourgeois", c'était invariablement pour s'en moquer, mais le chef de la municipalité est-il en plus totalement dépourvu d'humour... ? Alors que c'est ici que l'on a donné la parole aux Gens du voyage ou que l'on a été invité à lire une interview sur la communauté de nos concitoyens d'origine turque, voilà que l'on cherche des poux dans la tête en déplaçant le débat : l'origine de tel ou tel n'a rien à voir, ce qui compte c'est qu'un poste inutile a été créé alors que personne n'en avait été prévenu et que sa finalité échappe au com-

mun des mortels. Mais n'a-t-il pas été déclaré que comme on y avait droit, il aurait été dommage de ne pas en profiter, ce à quoi le *"xénophobe dictatorial de droite-extrême"* a répondu que ce qui est légal n'est pas nécessairement moral. Quant au rôle exact de ce *dircab'*, il se mesure à l'aune de ses conséquences dans le tissu social et associatif local. Point final.

Communiquons ... comme la lune !

Dans le compte rendu d'activité dont la mairie nous gratifie, on parle aussi de cette "communication" [que l'on ferait mieux d'appeler par son vrai nom, "propagande"], pilotée par deux employées municipales, qui affiche un bilan flatteur : 45 messages diffusés sur un panneau lumineux, 1 calendrier des manifestations, 2 bulletins municipaux, 950 cartes de vœux *"pop up"* [reproduisant les monuments emblématiques de Wissembourg sur le modèle du travail du regretté Lucien Leroy, mais on ne peut pas tout savoir], plus toute la panoplie de ces innombrables "événements" que les "créatifs appointés" nous imposent parce qu'ils s'inspirent de ce vers de Frederik Mey : *"... Et longtemps la vision du vide alterne avec celle du néant..."* ["Deux kangourous devant la véranda", 1976] quand ils ne débaptisent pas des bâtiments auxquels ils ne comprennent rien [cf. cette "nef", complètement décalée, en lieu et place du relais culturel parce qu'il paraît que "culturel", ça ferait fuir le Peuple, alors que la nef de l'ancien couvent des dominicains a été entièrement masquée par les travaux de rénovation !].

Tiens, justement, ces cartes, quelle bonne idée, avec une invitation, distillées selon l'humeur de l'instant, les bonnes ou les mauvaises fortunes du moment, négligeant l'un qui a pourtant beaucoup donné pour la culture à Wissembourg, favorisant l'autre parce qu'il peut ramener gros dans les filets électoraux, ignorant le troisième parce qu'il déplaît depuis trop longtemps, cette pitrerie serait accessoire si elle n'était pitoyable ; en tout cas, rien de drôle là-dedans. Wissembourg est-elle originale ? Même pas puisque l'on vient d'apprendre que la ville de Nantes a envoyé, toujours en faisant appel une agence de réclame publicitaire, pour plus de 50 000 euros, plus de 200 000 cartes de vœux, histoire de fêter sa "récompense" de "ville verte européenne". Dérision et vanité.

Les grandes manœuvres

N'oublions pas ces "grands travaux", plus ou moins menés à leur terme, dont il faut parler. Effleurons seulement cette histoire interminable du Steinbaechel qui est parvenue à fédérer les oppositions bien au-delà des limites partisans. De fait, tous ceux qui prennent le temps de réfléchir quelques instants, en ces-

sant de considérer la commune comme une aire de jeu où l'on peut déplacer les bâtiments selon les pulsions de l'instant en viennent aux mêmes conclusions : seuls ceux qui auront un travail pourront payer les nouvelles maisons qui sont peut-être indispensables. Le reste, c'est du dogmatisme, de la théorie ou du laboratoire d'idées. Quant aux Messieurs-Dames SCoT-AN qui prétendent nous faire la leçon, il suffit de les juger aux résultats, et ce n'est pas systématiquement brillant.

Non, l'autre truc de l'année, ce sera l'emménagement de la maison des associations dans les locaux de l'ancien tribunal d'instance. C'est vrai qu'il était temps que l'on fasse de la place au prochain conservatoire de musique municipale en subsistance dans l'ancienne école Saint-Jean. Soit dit en passant, le départ des associations devrait se traduire par une "mise à niveau" des locaux avec en particulier la suppression de ces insupportables poteaux qui encombrant l'espace. Ensuite, on aura rue de l'Étoile des salles à la mesure des ambitions des près de trois cents élèves encadrés par la vingtaine de professeurs qui s'adonnent à leur passion favorite. Notons que chaque séance du conseil municipal, ou presque, est prétexte à la modification des emplois du temps de cette école sur laquelle il était permis d'écrire ceci le 7 septembre dernier sur le blog : *"On ne s'en sort plus. À chaque séance du conseil, il y a du changement. Pour résumer, moins une heure et demie de trompette, plus un quart d'heure de clarinette, moins une heure trois quart de trombone, plus une demi-heure de trombone/tuba [?!], plus une heure de percussion, moins deux heures et quart de batterie [?!], moins une heure d'accordéon et de chant, plus trois heures et demie de formation musicale, moins sept heures d'orchestre, et plus sept heures et quart de violon. Manifestement, il manque un décodeur."* Passons.

Maison des associations donc, dont il a été prétendu que son installation dans l'ancien tribunal avait fait l'objet d'une concertation. Que les concertés se dénoncent ! Comme on devait s'en douter, cela se traduira par une "mise en conformité" des locaux avec une cuisine, un ascenseur, des bureaux, des espaces de rangement, une salle de réunion [dans l'ancienne salle des audiences qui aurait pu servir de salle de concert au cas où on aurait eu la bonne idée d'y installer l'école de musique ? Sans compter que le parc de stationnement aurait pu faire l'affaire, mais non, cela aurait été trop simple], et *tutti quanti*. L'important, nous l'avons tous compris, c'est d'être prêt pour la mi-juin, et une grandiose inauguration qui mettra du baume au cœur des diverses sociétés amicales, gros pourvoyeurs des bataillons d'électeurs

Actualité wissembourgeoise – 3

Nous sommes maintenant à quelques encablures de la prochaine échéance. Les effets des diverses mesures prises se font sentir, et

surtout, leurs conséquences : toute une commune qui ronchonne, lassée de constater que plus ça change, et plus c'est pareil.

[suite de la page 3]

dont on aura grand besoin en mars 2014. Toutes proportions gardées, la maison des associations nouvelle de Monsieur Ch. Glied se serait le tramway de Madame C. Trautmann, c'est-à-dire la réalisation phare qui fait l'unicité positive et convainc les plus hésitants. On verra bien, mais cela ne paraît pas vraiment bien engagé.

Au fait, l'immensité des locaux n'aurait-elle pas permis la cohabitation avec la musique comme c'est le cas actuellement rue de l'Étoile ? Mais il aurait fallu demander, écouter et entendre, trois conditions difficiles à réunir.

Westercamp : la tragédie

Tout cela se déroule(ra) à un jet de pierre d'une ancienne synagogue, actuellement reconstruite en dépôt, qui devrait être le siège des archives et du fonds du musée Westercamp. Ça, c'est ce qui nous a été seriné l'autre jour avec la mise en images des réalisations municipales. Seul problème, le bâtiment actuel ne répond pas aux normes sur le stockage des archives, qui devraient alors prendre le chemin de Strasbourg et une petite place aux archives départementales, solutions inacceptables on le comprend. Ce sera donc le *statu quo ante* qui prévaudra, et pour encore quelques années, voir décennies. Si l'on sait que le déménagement des archives est la condition de l'éventuelle, et hypothétique, réouverture du musée Westercamp, il est probable que nous serons nombreux à avoir quitté ce monde avant que quiconque y aura remis le pied. Encore bravo à on ne sait plus qui, car il est préférable qu'elle soit frappée de *damnatio memoria*, celle qui a pris en charge ce qu'elle a appelé l'inventaire, puis ce fumeux projet scientifique et culturel dont on ne parle même plus [puisqu'on en est maintenant à un "préprogramme architectural et muséographique" (!?)].

Avant de poursuivre, un rappel, Pumpernickel, n° 58, janvier 2012 : "J'avais 12 ans lorsque j'ai mis les pieds ici pour la première fois, avec un groupe scolaire. Nous avons monté l'immense escalier avant d'arriver face à la Ronde de Nuit de Rembrandt. Notre professeur nous avait dit : « C'est le tableau le plus important au monde. » [...] Le Rijksmuseum est un portail sur la culture, pour la jeunesse, pour les touristes, pour tout le monde. Avoir fermé cette porte pendant dix ans, sur le plus important lieu artistique du pays, c'est une honte. Cela représente une génération de perdue – ceux qui n'iront jamais au musée à l'âge de 12 ans pour la première fois." Cette citation de Wim Pijbes, directeur du Rijksmuseum, fermé lui aussi mais pour cause de présence d'amiante, peut être retranscrite, mot à mot, à Wissembourg. Comme cela a déjà été

écrit, fermer ce musée a été un acte de vandalisme barbare, au sens propre du terme. C'est comme si on avait enterré un livre parce qu'on n'en comprenait pas la langue. C'est de la démarche philanthropique des amis de Maître Westercamp et de l'"*Altertumsverein*" qui ont décidé de donner à leurs concitoyens les moyens de se cultiver en mettant à leur disposition les collections qu'ils avaient rassemblées. Évidemment, ces étourdis n'ont pas pensé à installer un ascenseur dans cette maison de vigneron, ni à la rendre accessible aux "personnes à mobilité réduite" comme disent celles et ceux qui pendent à l'envi rapports et dossiers, bilans d'étape et pré-programmations, rétro-plannings et finalisations. Cela dit, et contrairement à la *vulgate* en vigueur depuis maintenant plus de dix ans, ce musée n'était ni insalubre, ni ruiné, ni un ramassis hétéroclite de vieilleries, pas plus d'ailleurs qu'il n'était consacré à on ne sait quelle "transfrontalierité" qui n'existait fichtre pas au moment de sa fondation. Ceux qui disent ou prétendent le contraire sont au mieux des ignorants, car ce musée où, selon l'ancien adjoint qui devait s'en occuper "on ne rentrait qu'en bottes et casque de chantier", eh bien, on le faisait visiter deux jours avant qu'il ne soit fermé. Et on peut toujours raconter, raconter et raconter encore, la vérité, c'est cela, et rien d'autre.

Avec tout ça, les travaux devaient avoir commencé en 2011, et être terminés en 2012, du moins si l'on s'en tient aux documents fournis en novembre 2009 par cette personne qui prétendait s'en occuper. Quant à l'invocation pathétique de ces expositions organisées sur les thèmes les plus exotiques, elle ne fait qu'ajouter du drame à la tragédie.

Pour nous faire patienter, l'association dite des amis du musée va organiser une exposition dont le titre s'apparente à une épitaphe : "Il était une fois, en 1913, la création du musée Westercamp". Bref, on s'occupe, et le temps passe, et les enfants ne savent même plus qu'il avait un musée à Wissembourg.

Les responsables de ce désastre doivent affronter leurs responsabilités et rendre publiquement compte ; en restant passive, la municipalité est au mieux complice du forfait moral qui a été perpétré.

Le musée Westercamp est un diamant, qui mérite mieux que l'abandon, dont l'écrin, la maison qui l'abritait, vaut mieux que tomber dans un inqualifiable oubli. L'un ne mérite pas d'être séparé de l'autre. Les mises en garde auront été nombreuses tout comme les propositions. Mais l'ensemble s'est heurté à l'inertie de ces gens qui préfèrent attendre et laisser pourrir la situation, persuadés, comme le dit bien mieux qu'ils ne sauraient le faire, l'aphorisme d'Henri Queuille qu'il "n'est aucun problème assez urgent en politique qu'une absence de décision ne puisse résoudre."

En janvier 2010, interview imaginaire de Pumpernickel par Pumpernickel.

L'actuel : " - Mais je ne suis là que depuis 25 ans. Et je fais ce que je peux alors qu'ils ne me facilitent pas la vie."

L'historique : " - C'est vrai, tu es un nouveau, ici. C'était d'ailleurs bien vu de prendre mon nom pour ton canard. Normalement, c'est un "vrai" Wissembourgeois qui aurait dû faire ça, mais personne n'y a pensé. Quand aux histoires qu'ils te font, tout le monde en rigole, ils ne passent pas pour des gens sérieux. Je me demande s'ils ne sont pas tout simplement envieux. Et tu sais que l'envie est un péché capital. À leur place, je te laisserai tranquille, parce que l'enfer..." "



Invité ensuite à faire partager quelques souvenirs qui lui restaient du temps béni où les visiteurs ne passaient pas devant lui sans le gratifier d'une caresse, notre ami poursuivait : " - Ah oui, il me revient ces soirées, les nuits des musées, je crois, il y a une petite quinzaine d'années. Ça, c'était quelque chose ! Il y avait un conteur, des musiciens, des danseurs, le musée était plein, c'était sympa et décoincé. L'héritage de Me Westercamp fructifiait selon les termes du legs, c'est-à-dire que la collection personnelle était mise à la disposition des Wissembourgeois. C'était du temps où les gens qui s'occupaient de culture s'y connaissaient un peu. Maintenant, ils se prennent pour des bibliothèques parce qu'ils ont vu deux livres ! Comme je regrette mon ancien conservateur ! C'était un sentimental. Il me racontait tout, comme ce Chinois qui, ne pouvant se confier à personne, a choisi pendant 25 ans de ne parler qu'à son buffle. "





ratage historique

DANS UN EXERCICE de démocratie directe sans précédent, le texte de ce référendum consultatif a été élaboré par une commission de 25 citoyens ordinaires tirés au sort.

“ Faut-il faire de ces propositions la base d’une nouvelle organisation politique régionale ? Notre réponse est OUI ! ”, a déclaré le collègue des actuels présidents des conseils généraux et régional.

Lors de ce référendum, dont le résultat sera indicatif, les Alsaciens seront invités à répondre par oui ou non à six questions sur des sujets tels que la politique industrielle régionale, les enjeux culturels, le rôle des ressources naturelles, la gestion économe de l’énergie, le schéma général des transports ou le futur système démocratique de la région. Ils seront aussi consultés sur la possibilité de referenda d’initiative populaire et sur le mode de scrutin. Ils devront également dire si la future organisation doit être fondée sur le projet qui leur est présenté. Ces questions ont été choisies par une commission de 25 citoyens tirés au sort en 2010.”

Comme elle aurait été belle la joute électorale, s'appuyant sur une volonté populaire, faisant la part belle à l'initiative et mobilisant la réflexion ! En lieu et place, c'est la course aux petits arrangements entre chers faux-amis, aux marchandages en sous-main, aux revendications de clochers sur fond d'arrière-pensées honteuses. Il y avait effectivement un rendez-vous avec l'Histoire, mais ceux qui prétendent nous ennuyer leurs petites historiettes ont fait la démonstration qu'ils ne sont en rien qualifiés pour le fixer à notre place. C'est donc un ratage supplémentaire qu'ils imposent à une région qu'ils doivent si peu aimer pour lui infliger un tel traitement.

Comme ils nous ont tenus à l'écart de leur "groupe projet" constitué par endogamie sociale et politique, nous n'avons pas à aller cautionner la chimère issue de leurs œuvres. Le 7 avril, nous avons tant à nous dire entre nous, nous les 99%, face à ce petit 1% qui prétend parler à notre place. Ce sera **notre** journée, celle des rencontres informelles et des sourires gratuits.

Collectivité territoriale d'Alsace : l'égarement maximal.

PUMPERNICKEL n'a pas attendu les autres pour s'intéresser à la lubie du président du conseil régional, Monsieur Ph. Richert. Une chronique en est tenue sur le blog depuis le 8 mai 2011. Nous en sommes maintenant au dix-septième épisode, alors que l'actualité se bouscule sous l'effet conjugué de l'impatience de celui qui roule tout le monde dans la farine [on parle du Boulanger d'Ingwiller, pardon aux boulangers !] à devenir prince électeur d'Alsace et de la servilité d'une presse régionale de révérence qui n'affecte même plus de confondre information et propagande. L'engagement de ses éditorialistes en faveur de ce "oui" que l'on veut nous arracher finit par provoquer la nausée, tant l'absence de recul et l'adhésion aux thèses du pouvoir dégoulinent de chacun des papiers de ces conceptuels en culottes régionales.

Un argumentaire en trompe-l'œil

On apprend tout à les lire, de même que l'on se familiarise avec les slogans qui nous seront martelés ces prochains mois :

- "une assemblée, un exécutif, un budget" [?],
- des économies substantielles [?],
- une réduction [?] du nombre des élus,
- la simplification et l'efficacité du service public [?],
- la garantie de l'équilibre géographique [?],
- l'assurance que l'Alsace peut prendre vraiment son destin en mains [?].

318 000 électeurs au minimum

Il est nécessaire d'avoir tout cela en mémoire quand nous allons être pilonnés par le déluge de propagande qui va nous assaillir de toutes parts dans les prochaines semaines sur le mode de ce à quoi nous assistons déjà avec la mise en coupe réglée de tout l'appareil politico-administratif des conseils généraux et régional au service d'une seule cause. En regard, la campagne des "oui-istes" de 2005 aura des airs de délicieux zéphyr...

On l'a bien compris, du côté boulangiste, il y a deux écueils à franchir :

- la barre des 25% des inscrits, soit 318 000 électeurs, qui sont absolument nécessaires, quel que soit le résultat de la comédie, pour lui donner un semblant de crédibilité démocratique,
- la barre des 50% pour un "oui" qui ne semble avoir les faveurs que de l'Alsace des champs, celle des villes, soit une petite moitié de la population, étant plus réticente.

Coalition des confréries

Si on sait compter, il va falloir mobiliser tout le réseau de cette fameuse "société civile" [où l'on recrute les membres de cette chambre des notables, des corporations et des confréries appelée CESER], tous ces élus "de proximité" et tous ces entrepreneurs "de terrain" pour qu'ils "mouillent la chemise" et aillent chercher une à une ces précieuses voix sans lesquelles la construction boulangiste ne sera qu'un château de sable balayé par la marée.

Perspective de déculotté ?

Si même lapresse.com doit reconnaître que c'est loin d'être acquis, comme vient de l'écrire un Chistian Bach pourtant au meilleur de sa forme quand il papotait sur la cérémonie des vœux du 7 janvier au palais de la musique et des congrès [... Et il n'est pas garanti [...] que le risque de déculottée est [sic] écarté...], [suite page IV]

sommaire

ratage	p.I
l'égarement maximal	p.I&IV
texte et commentaires	+p.II&III
en vrac	p.IV

Les articles publiés dans Wumpernickel peuvent être reproduits librement sous réserve de mention de provenance.



Pumpnickel remplit son rôle d'information de ses concitoyens en publiant, avec commentaires, le texte élaboré par le "groupe de

travail" sous la houlette du Boulanger d'Ingwiller. Ainsi, chacun pourra-t-il se faire une idée précise de ce qu'il en est, vraiment, de

LA QUESTION :

L"Approuvez-vous le projet de création d'une collectivité territoriale d'Alsace, par fusion du conseil régional d'Alsace, du conseil général du Bas-Rhin et du conseil général du Haut-Rhin ?"

LE TEXTE :

La collectivité territoriale d'Alsace : unité, efficacité et proximité pour l'Alsace !

En créant la collectivité territoriale d'Alsace, c'est à une question qui nous engage pour aujourd'hui et pour les décennies à venir que nous avons à répondre : voulons-nous organiser l'Alsace d'une manière plus optimale et plus efficace ? L'organisation que nous proposons de mettre en place, et qui devra être confirmée par le Parlement, reposera sur les principes suivants :

■ SIMPLIFICATION ET TRANSPARENCE.

Le système actuel est trop complexe. Personne ne sait qui fait quoi. En remplaçant trois collectivités par une seule, nous gagnons en simplicité et nous offrons à nos concitoyens plus de transparence et de lisibilité.

Commentaire : mais qui peut prétendre que "personne ne sait qui fait quoi" ? Quel mépris pour les citoyens éduqués, responsables et conscients que nous sommes ! Tous les mots "nouveaux" qu'il faut absolument caser y sont déjà. Ne manque plus que la "gouvernance", mais patience, elle arrive !

■ EFFICACITÉ ET ÉCONOMIE.

La future collectivité est aussi une réponse à la crise. Elle permettra de réaliser des économies de fonctionnement, d'éviter la concurrence entre les collectivités, de simplifier les prises de décision et les circuits administratifs. En un mot, il s'agit de nous réunir pour être plus efficaces et plus performants ensemble.

■ RENFORCER L'ALSACE.

La collectivité nouvelle permettra de renforcer l'Alsace par une décentralisation plus aboutie et exemplaire dans le pays. Nous agirons dans la proximité avec tous les territoires. Nous renforcerons la dynamique régionale, nous pèserons davantage en France et en Europe et travaillerons mieux avec les régions voisines. La collectivité territoriale d'Alsace, c'est l'unité, l'efficacité et la proximité pour l'Alsace !

Commentaire : c'est au cas où nous n'aurions pas tout compris, ce doit être l'idée que la boulange se fait de la pédagogie, répéter et répéter encore, jusqu'à étourdir l'interlocuteur.

1. Une collectivité qui en remplace trois

Une collectivité territoriale nouvelle remplacera le conseil régional d'Alsace, du conseil général du Bas-Rhin et du conseil général du Haut-Rhin. Elle disposera d'une compétence générale pour les affaires de l'Alsace.

Commentaire : que veut dire "les affaires de l'Alsace" ? S'agit-il de scinder la région de l'ensemble national, et de la gouverner sur le modèle néocalédonien ou polynésien, avec attributs régionaux et nationaux à parité, comme les drapeaux ?

Son siège sera fixé à Strasbourg.

Cette nouvelle collectivité sera administrée par une assemblée délibérante [assemblée d'Alsace qui siège à Strasbourg] et par un conseil exécutif [conseil exécutif d'Alsace qui siège à Colmar], élu par l'assemblée d'Alsace et responsable devant elle. Pouvoir délibératif et pouvoir exécutif sont distincts.

Commentaire : cette "précision" est surprenante, car le pouvoir est soit délibératif soit consultatif.

Dotée de la personnalité morale,

Commentaire : moindre des choses. Mais personnalité publique [mais sous quel statut ?] ou personnalité privée [pourquoi se gêner ?], ou encore, et pourquoi pas, groupement européen d'intérêt économique, tout est envisageable.

la nouvelle collectivité exercera les compétences actuellement dévolues à la région Alsace et aux deux départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, complétées par de nouvelles compétences transférées par l'État, dont des compétences spécifiques.

Commentaire : lesquelles, et pourquoi prévoir dans ce sens, alors que l'État peut, par la suite, déléguer des compétences à qui il veut, ou faire appliquer le droit positif où il veut (ex. : "Le présent décret s'applique, ou ne s'applique pas aux TOM, DOM, etc.")

Les services de ces trois collectivités lui seront transférés dans le respect de la garantie statutaire des personnels.

Commentaire : ça ne mange pas de pain, et dans la mesure où le pire n'est jamais sûr, on a le droit de se persuader qu'il y a de bonnes raisons d'être tranquille. À la place des personnels, on prendrait quelques précautions...

Une assemblée consultative, le conseil économique, social et environnemental d'Alsace, ren-

dra des avis, saisi par le président de l'Assemblée d'Alsace ou par le président du conseil exécutif d'Alsace ; il pourra en outre émettre des avis sur toute question entrant dans les compétences de la nouvelle collectivité.

Des instances de concertation entre la collectivité territoriale d'Alsace et les agglomérations, les EPCI les communes permettront une bonne articulation entre la nouvelle collectivité et son environnement institutionnel.

Commentaire : on est content d'avoir à nouveau de bonnes raisons d'être rassuré. Quant aux circonlocutions alambiquées qui alignent "concertation" et "articulation" dans le registre le plus lourd de la langue de bois la plus épaisse, on sait ce qu'elles sous-entendent, malheureusement.

2. Un mode d'élection équilibré entre scrutin majoritaire et proportionnel

Les membres de l'assemblée d'Alsace seront élus dans le cadre d'une seule circonscription électorale correspondant à l'ensemble de l'Alsace. Le mode d'élection des conseillers d'Alsace exprimera l'attachement à un juste équilibre entre la représentation des territoires au scrutin cantonal et la représentation politique régionale à la proportionnelle.

Les conseillers d'Alsace seront ainsi élus selon les modalités suivantes :

- une partie d'entre eux sera élue dans le cadre des cantons au scrutin majoritaire,
- l'autre partie sera élue à la représentation proportionnelle dans le cadre de la circonscription régionale, avec deux sections départementales ; le mode de scrutin garantira le respect du principe de parité entre hommes et femmes, imposant que chaque liste soit composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Commentaire : la parité sera contournée par le vote dans les cantons avec ces binômes qui relèguent inmanquablement les femmes à la situation de suppléante. L'important, c'est la répartition entre "une partie" qui surreprésente les fameux "territoires" [environ les deux tiers de l'assemblée] et "une autre partie" [environ un tiers de l'assemblée] qui représente globalement la population. On remarque que si la région est une seule circonscription, on prend soin d'en faire deux sections départementales, privant ainsi les partis marginaux de la représentation que l'on affecte de vouloir leur donner. Par ailleurs, alors que l'objectif affiché est de fédérer, de rassembler, d'unifier, on reconstitue inutilement le clivage Nord-Sud !

Le nombre d'élus total diminuerait d'environ 10 à 20%, cette baisse se répartissant de manière équilibrée entre les deux modes de scrutin.

Alsace : l'égaré maximal.

cette lubie qui s'est emparée de la quasi-totalité du bestiaire politique régional. Comme on le verra, les calculs, les combinaisons, les

arrangements l'emportent largement sur un affichage d'intentions démenties au fur et à mesure des contradictions de l'énoncé.

3. Une seule assemblée

L'assemblée d'Alsace élira son président. Elle élira également, à la représentation proportionnelle, son bureau ainsi qu'une commission permanente qui pourra prendre des décisions sur délégation de l'assemblée d'Alsace.

Commentaire : pourquoi lire plus haut qu'il y a un "conseil exécutif" ? Maintenant, on nous parle d'un "bureau" et d'une "commission permanente", sur le modèle de ce qui se fait déjà, et que l'on voudrait supprimer. On est en pleine confusion

L'assemblée d'Alsace arrêtera les politiques de la nouvelle collectivité, assurera leur planification et fixera les règles de leur mise en œuvre.

4. De nouvelles compétences

La collectivité territoriale d'Alsace exercera l'ensemble des compétences actuellement dévolues au conseil régional d'Alsace, et aux conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Elle bénéficiera également des transferts de compétences résultant de l'acte III de la décentralisation.

De plus, la collectivité territoriale interviendrait dans des champs de compétences spécifiquement demandées afin de créer des dynamiques renforcées, notamment dans les domaines suivants : coopération transfrontalière, économie et innovation, orientation, formation professionnelle et éducation, culture et patrimoine, mobilisation des fonds européens, langues et culture régionales, logement et habitat.

Commentaire : tout y passe, et c'est bien cela qui est inquiétant ; il ne manque plus que la diplomatie et la défense, mais pour combien de temps ? Ne s'agit-il pas là, aussi, des "affaires de l'Alsace" ?

La collectivité territoriale d'Alsace disposerait d'une capacité réglementaire lui permettant d'adapter l'action publique aux spécificités de l'Alsace, dans le respect des lois de la République. Elle pourra, le cas échéant, recourir à l'expérimentation.

Commentaire : on l'attendait, elle est déjà l'œuvre avec tous les errements que l'on peut mesurer, c'est une notion issue des "caves à concepts" de la droite libérale qui veut disloquer tous les ensembles pour briser les solidarités et mener tranquillement ses petites affaires.

Dans un souci d'efficacité et d'application du principe de subsidiarité, la collectivité territoriale d'Alsace pourrait, dans le cadre du dialogue avec les communes et les établissements

de coopération intercommunale, leur confier la mise en œuvre de certaines de ses compétences.

Commentaire : suffisamment flou et "techno-branchouille" pour faire croire aux communes que ce principe de subsidiarité dont on nous a rebattu les oreilles il y a huit ans va leur rendre le pouvoir ... que les intercommunalités leur ont pris.

L'exercice de ces compétences nouvelles sera une responsabilité supplémentaire pour la collectivité territoriale d'Alsace, qui s'accompagnera du transfert par l'État des moyens financiers affectés aux domaines d'action concernés, de même que les moyens humains et logistiques.

5. Une plus grande efficacité

L'organisation et la gouvernance

Commentaire : ouf, elle est là. On peut parler de gouvernement, et tout le monde comprend.

de la collectivité territoriale d'Alsace permettra une bonne articulation entre les missions stratégiques, et notamment la définition des politiques publiques dans les domaines d'intervention de la collectivité territoriale d'Alsace, et les missions opérationnelles de proximité pour le service public, pour le soutien aux projets et pour la réalisation des investissements.

La collectivité territoriale d'Alsace permettra une convergence et une optimisation de l'action publique dans le respect des équilibres budgétaires. Elle aura une plus grande capacité d'initiative régionale par les compétences supplémentaires dans des domaines prioritaires pour lesquels les collectivités actuelles ne disposent pas de marge de manœuvres suffisantes.

L'organisation de la collectivité territoriale d'Alsace évitera toute centralisation régionale, tout en respectant la fonction de capitale régionale et européenne de Strasbourg, veillera à consolider la place institutionnelle et administrative de Colmar et renforcera le rôle de l'agglomération mulhousienne, notamment par l'implantation de services de la collectivité territoriale.

Sans nuire à l'efficacité, l'organisation administrative et technique de la collectivité territoriale d'Alsace prendra appui sur les territoires et devra être localisée de façon judicieuse et efficace pour agir au plus près des citoyens ou des bénéficiaires.

Commentaire : "bénéficiaires" ? Encore un nouveau concept en droit public ?

6. Une priorité à la proximité

Des conférences départementales [Bas-Rhin et Haute-Alsace],

Commentaire : voilà maintenant le Haut-Rhin débaptisé !

sans personnalité juridique,

Commentaire : c'est tout à fait surprenant.

constituées des conseillers d'Alsace de chaque département

Commentaire : on les croyait disparus !

et présidées par un vice-président du conseil exécutif d'Alsace, permettront de mener des travaux de concertation, d'évaluation et de proposition en direction du conseil exécutif d'Alsace, veillant notamment à l'équité financière territoriale.

Outre l'assemblée d'Alsace et de conseil exécutif d'Alsace, la nouvelle collectivité mettra en place un volet territorial qui prendra appui sur des conseils de territoires de vie dont les limites géographiques seront déterminées en fonction des bassins de vie.

Commentaire : en voilà une nouveauté, "territoires et bassins de vie", vive la vie ! On confine au ridicule.

Organes de la collectivité, sans personnalité juridique, les conseils de territoire de vie sont composés des membres de l'assemblée d'Alsace élus dans le ressort géographique du territoire et présidés par un vice-président du conseil exécutif. Ils participent à la mise en œuvre des politiques de la collectivité territoriale d'Alsace. Ils constituent un outil de dialogue avec les territoires. Les conseils de territoire de vie pourront être chargés de mettre en œuvre, pour partie, les politiques déterminées par l'assemblée d'Alsace.

DANS CE "TEXTE", "solidarité", "bonheur", "bien-être", "progrès", "démocratie", "liberté", "égalité", "humanisme" ou "fraternité" n'apparaissent jamais. En revanche, "coopération" est citée deux fois, "proximité" cinq fois, "efficacité" ou "efficacité" six fois. Pour leur part, "collectivité" revient trente-deux fois [un comble pour des gens qui condamnent le collectivisme], et "Alsace" décroche le pompon avec quarante-sept occurrences, ce qui en dit long sur le caractère autocentré de la démarche.

Collectivité territoriale d'Alsace : l'égarément maximal.

[suite de la page I]

c'est que le résultat est pour le moins incertain.

Vous avez dit "trois suppressions" ?

Avant de poursuivre, il faut noter que si on supprime trois assemblées élues, c'est pour en constituer une bonne dizaine d'autres, "conférences départementales" et autres "conseils de territoires de vie", sortes de sinécures qui pourront servir de point de chute à quelque battu du suffrage universel ou arriviste en mal de reconnaissance sociale. On connaît les modes de désignation favoris de la droite pour d'abord redouter la suite des événements.

Consensus minimal

Puisqu'il est maintenant certain que les "écologistes" d'EE-LV se joindront [pour gagner quoi ?] à la navrante cohorte des *supporters* du boulangisme régional, il ne resterait plus que les socialistes [et une partie de l'extrême-droite ?] pour s'opposer à ce projet au service d'une ambition personnelle. Ils paraissent pour l'instant bloqués sur la place de Strasbourg dans la construction institutionnelle pensée par toute la "boulange". Pour être proche de la réalité, ils ne sont pas les seuls, puisque l'ex-tout de Mulhouse [maire, député, sénateur, à chaque fois sous l'étiquette socialiste, puis, il a rejoint la droite extrême-dure pour un sous-marquain qui lui a été rapidement confisqué pour ensuite constituer un "particule" appelé "gauche moderne", pensant ringardiser ceux à qui il devait tout] et son homologue de Colmar ont les mêmes prétentions, chacun pour "sa" ville, dont ils parlent comme s'il s'agissait de leur propriété. À Strasbourg, on refuse le projet "en l'état" et on s'apprêterait à voter "non", ce qui assurerait paradoxalement la victoire de l'adversaire en gonflant le nombre de votants. On peut ainsi conclure que le consensus minimal est en place, avec à droite des partisans déclarés et à gauche des opposants résignés. En somme, pas d'alternative puisque tout ce petit monde est d'accord pour lâcher la bride sur le cou de l'actuel président de l'exécutif régional.

Le défenseur des pauvres élus

Parlons de lui justement. C'est qu'il en a déroulé du câble depuis le temps où il incarnait le renouveau politique venant du Nord-Ouest du département. Le 14 janvier 2007, il se répandait dans la presse régionale de révérence pour faire part de ses idées pour "*moraliser le système*". Il proposait d'interdire que des listes "sauvages" soient constituées dans les petites communes, parce qu'elle induisent les citoyens en erreur et créent des tensions dans les villages [vous pouvez véri-

fier !]. Voilà un partisan de l'encadrement de la démocratie comme on les adore ! Au passage, il annonçait le dépôt d'un projet de loi sur le régime de retraite des élus dont la situation est problématique quand ils ont fait le choix d'abandonner leur activité professionnelle, perdant ainsi la faculté de cotiser à une caisse complémentaire. Or, ajoutait-il, "*on doit maintenant sortir de l'idée selon laquelle le fait d'être un élu est une fonction pour lui substituer le terme de métier, compte tenu de l'évolution de leurs responsabilités*". On écrit toujours trop, même si on écrit si peu, ou si mal. Rappelons-nous aussi qu'il a essayé de faire contourner les termes de "sa" propre loi en tentant de s'exonérer de ces fameux 25% qui vont lui causer bien des tracas.

Région ? Non, zone franche !

C'est donc ce petit autoritaire, soucieux de constituer des coteries d'obligés, de courtisans ou de favoris qui s'engagerait avec passion [qui signifie "douleur", celle des autres ?] dans un combat his-to-rique en faveur d'une Alsace qui aurait, selon lui, plus de poids pour être plus entendue et écoutée en France et en Europe, et travaillerait mieux avec ses voisins. Il oublie de préciser qu'il disposerait de pouvoirs incroyablement étendus dans tous les domaines, y compris social, et renverrait l'ascenseur à ses amis entrepreneurs en constituant ici une vaste zone franche sans code du travail.

La solution ? L'abstention !

Face à cela, il nous reste l'abstention, la plus massive possible, afin de priver ce caprice de toute légitimité démocratique. Restons chez nous, ou mieux organisons toutes ces fêtes de quartiers, de rues, de familles et d'amis d'un jour pour montrer que le 7 avril, nous avons mieux à faire que d'aller cautionner cette lubie qui ne nous concerne pas.

Selon la boulange régionale, les régions françaises auraient les yeux tournés vers l'Alsace, et suivraient le feuilleton qui nous est imposé. Qu'elle se rassure, les interlocuteurs d'Outre-Vosges de Pumpernickel n'en savent rien, et sont, pour la plupart, plus préoccupés par la montée du chômage que par la pertinence du trip-tyque, encore un, [unité, efficacité, proximité] qui va nous être servi au-delà de l'entendement dans les prochains mois.

Une chose paraît maintenant certaine, ce type de soi-disant idée ouvre la voie à la mise en place d'une sorte de république des principautés calquée sur le modèle de l'Europe libéraliste, fruit des œuvres de la finance et de l'autoritarisme.

Rétrospectivement, l'empire austro-hongrois n'était pas si mal que ça !

Dans une réponse qui voudrait être drôle, Monsieur Ch. Bach, qui met toute son objectivité à défendre le projet boulangiste, m'a fait remarquer que Monsieur Ph. Richert, s'il est bien né comme lui à Ingwiller, a passé sa jeunesse à Wimmenau, soit à 7km de là. C'est un point fondamental du débat qu'il est décisif de noter. Est-ce une manière de s'inscrire dans cette terre qui, elle, ne ment pas ? On se permettra de rappeler "*la ballade des gens qui sont nés quelque part*", "*ces gens qui regardent le reste avec mépris du haut de leurs remparts, la race des chauvins, des porteurs de cocardes...*", "*...ils plaignent de tout cœur les petits malchanceux, les petits maladroits qui n'eurent pas la présence, la présence d'esprit de voir le jour chez eux...*"

La Boulange régionale, et son porte-parole, a connu son heure de gloire radiophonique, c'était le 14 novembre 2011 sur les ondes publiques, à 13 heures. Après nous avoir dit, une fois de plus que le mille-feuilles administratif français était trop complexe et que c'était pour cela que nous nous y perdions, puis qu'il fallait au plus tôt conjuguer simplification et efficacité, il précisa qu'il voulait aller de l'avant [mais où va-t-il chercher tout ça ?].

Il est ensuite passé aux travaux pratiques en se mettant à la place d'un président d'association [?] qui, grâce son idée, n'aurait plus besoin de faire 2 – 3 dossiers pour s'adresser aux responsables politiques, ajoutant que pour le chef d'entreprise, c'est pareil. Avec tout ça, on ne savait toujours pas de quoi il parlait !

Très en forme, il nous a donné son idée de l'organisation du referendum [verbatim] : "*... il faut ensuite passer au référendum avec 25% des inscrits comme résultat dans chaque département, c'est-à-dire qu'il faut que 50% de la population aille voter et 50% de la population qui est allée voter doit s'exprimer favorablement, et à la suite de cela, on peut enclencher tout le dispositif effectivement de mise en place du conseil sachant que le conseil se met en place en 2014 lors du renouvellement. Par contre, pour préciser comment fonctionne, pour préciser le mode d'élection, pour préciser comment on va s'organiser pour réorganiser les services, eh bien, ça nécessitera à un moment donné une loi spécifique, par exemple, quelles sont les compétences complémentaires que de l'État on peut transférer à cette collectivité, comment est-ce qu'on va s'organiser...*" sic, sic, et re-sic ! "Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, et le mots pour le dire arrivent aisément." Nicolas Boileau.

cinquième et neuvième arts

Bonheur des fêtes de fin d'année, c'est le temps des cartes de vœux [bonne année, bonne humeur, sourire, confiance et bien-

veillance, etc.] et des cadeaux. Quelques livres trônaient dans le hotte, pour le plus grand plaisir de leur lecteur.

NON, ÇA N'A RIEN À VOIR AVEC "Tintin chez les Barabaras" ! On est plutôt en compagnie d'un documentariste qui tient un crayon à la place d'une caméra. Il profite de ses déplacements professionnels [en Corée du Nord] ou familiaux [en Palestine ou en Birmanie] pour "prendre des notes" comme il dit, et raconter, dans un journal en images, la réalité de ce qu'il constate sans filtre, comme les Gitanes qu'il peut offrir au "camarade interprète" nord-coréen qui ne le lâche pas d'une semelle, où qu'il aille, et quoi qu'il fasse. **Guy Delisle**, auteur de bandes dessinées québécoises, se promène beaucoup, et fait la tournée des grandes démocraties de ce monde. De fait, le quotidien des Birmans [avant le début d'ouverture obtenu par le combat inlassable et héroïque de la Dame de Rangoon, Aung San Suu Kyi] soumis à d'innombrables contrôles et vexations quotidiennes est-il si différent de celui des Palestiniens "autonomes" en proie aux humiliations incessantes des "Check points" ? Quant aux Nord-Coréens, le mystère lui paraît entier tant le lavage de cerveau auquel ils sont soumis semble avoir annihilé chez eux toute forme de remise en question d'une vie se résumant à l'espionnage d'une moitié de la population par l'autre !

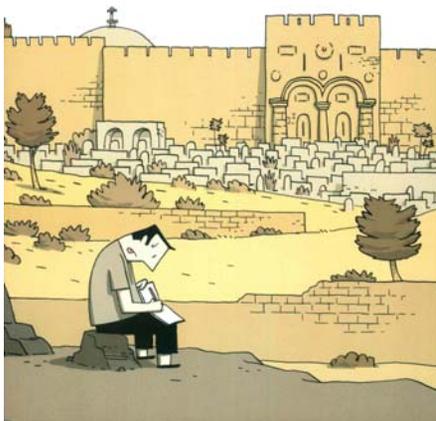
Le trait de génie de ces trois tranches de vie est sans doute ce dessin faussement naïf qui détaille chacune des situations vécues par l'artiste témoin. L'observateur est intégralement détaché des scènes qu'il rapporte bien qu'il en soit l'un des protagonistes. Ce mouvement de va-et-vient entre ce qu'il pense et ce dont il rend compte met le lecteur face à ses responsabilités, tant le narrateur paraît proche de nous, avec ses tics de langage, ses habitudes dérisoires et ses réflexions soi-disant faciles.

On retrouve ces scènes que nous connaissons si peu : l'évolution dans un monde clos où l'on va à ces soirées de décompression entre expatriés qui, pour quelques-uns d'entre eux, noient leurs contradictions dans quelques verres d'alcool, ces moments furtifs au cours desquels les esprits se dévoilent, pour l'instant d'après reprendre la posture qui convient au rôle qu'on leur a dévolu, la démesure de la dictature, stupide jusqu'au grotesque, les espoirs d'une autorisation ou d'une "coordination" [jargon qui désigne l'accord donné par les autorités israéliennes militaires d'occupation au passage en Cisjordanie], les petites victoires remportées sur le totalitarisme quand on choisit de rentrer à pied à l'hôtel plutôt que de prendre la limousine de service ou l'omniprésence de la force armée et du contrôle. Dans ce contexte, un père qui emmène ses enfants au parc où il fait la rencontre... d'un père expatrié paraît presque incongrue du fait de sa relative normalité.

Chroniques birmanes, éditions Delcourt, collection shampooing, 2007, 263 pages
Chroniques de Jérusalem, éditions Delcourt, collection shampooing, 2012, 334 pages
Pyonyang, éditions L'association, collection La Ciboulette, 2003, 176 pages

CHRONIQUES DE JÉRUSALEM

Guy Delisle



GY DELISLE PYONGYANG



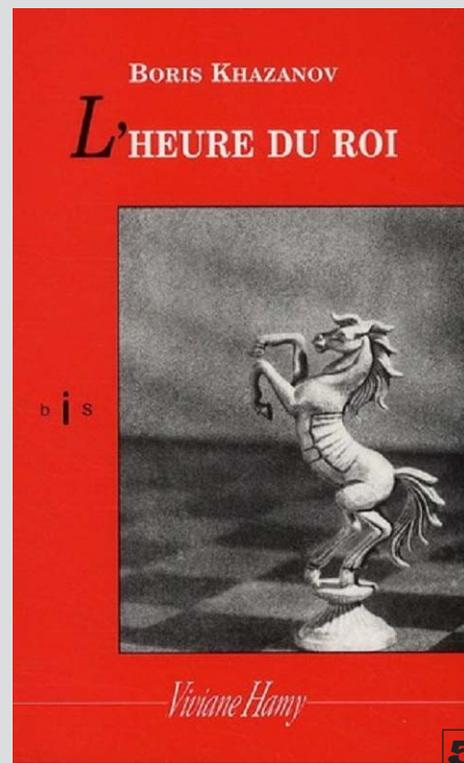
GUY DELISLE - CHRONIQUES BIRMANES
DEL COURT 21 ANS

Publié la première fois en 1977 à Tel-Aviv, après avoir circulé par le samizdat en URSS, ce court récit de **Boris Khazanov**, quelques années au Goulag, nous plonge dans le royaume pacifique et désarmé de Cédric X, fraîchement envahi par le troisième Reich. Le roi, effondré, adepte de l'ordre, craint les réactions de l'occupant et recommande la prudence à son peuple désarmé et déconseille à la jeunesse toute action susceptible de compliquer les rapports avec l'occupant. Déchu petit à petit de ses fonctions, le roi, moqué par l'occupant, se met à faire des cauchemars. Ses sujets subissent l'occupant, s'accommodant du nouvel état de choses comme un malade qui, revenant à lui après une anesthésie, apprend qu'on l'a opéré et qu'il va vivre sans les jambes. Mais sans vraiment collaborer, les délations étant insuffisantes au goût de l'occupant. La cavalerie royale va même tenter de s'opposer aux blindés des nazis ! Une décision de l'occupant va provoquer chez le roi une prise de conscience de sa responsabilité.

Ce conte philosophique, fable moderne intemporelle d'une grande finesse, que l'on compare à "Inconnu à cette adresse" de **Kressmann Taylor**, allie simplicité et puissance. Tout y est dit sur le totalitarisme, le courage, la peur, la dignité de l'individu, sur l'essentiel en somme.

Elena Balzamo en assure la traduction et nous gratifie d'une postface de ce "grand petit livre".

L'heure du roi, de Boris Khazanov. Éditions Viviane Hamy, 2005, 125 pages



Dans le numéro de septembre 2012, Pumpernickel racontait l'épopée d'un jeune haut fonctionnaire sauvant un département français de la désertification. Suite de l'aventure.

ALEXIS A ENTREPRIS une tournée complète des acteurs locaux, ciblant les soutiens, et les opposants putatifs, sacrifiant même aux rites. Sa bonne foi reconnue et son esprit d'ouverture apprécié, il pouvait rendre compte à son autorité de tutelle et la convaincre du bien-fondé de l'affaire, tâche plus difficile que les discussions de terrain ! Lorsque l'on a tété de la mamelle "DATAR" et de sa vision pyramidale du développement, il faut du temps pour intégrer que les ingénieurs du génie rural, responsables du "remembrement", n'ont pas toujours raison et que d'autres peuvent avoir de bonnes idées !

Les promesses de moyens sont arrivées. Le supérieur d'Alexis avait compris, bien avant les autres, le coup de génie qu'il jouait ; il actionnait ses relais pour faire avancer une cause dont il avait l'élégance de ne pas revendiquer la paternité, ce qui n'était pas la moindre des courtoisies.

Alexis n'avait pas encore mesuré l'ampleur de ce qu'il mettait en branle. On révolutionnait les habitudes des urbains, en développant chez eux le réflexe "compostage", alors que des décennies leur avait ôté toute relation avec le vivant, hors quelques escapades furtives dans des "parcs nature" où l'on voyait des "Marie-Antoinette" d'opérette singer jusqu'à la nausée les gestes présumés ruraux d'un âge d'autant plus révolu qu'il n'avait jamais existé. On a donc informé, débattu, convaincu que tous avaient à y gagner, et que l'argent consacré à un département modeste témoignait de la solidarité nationale. Il devint de rigueur que chaque collectivité territoriale, surtout urbaine [qui représentent quatre habitants sur cinq], se fendît d'une ligne de crédit consacrée à ce qui était déjà une réalisation.

Sur le plan humain, mobiliser des milliers de personnes, jeunes pour la plupart, n'a pas été facile : les transporter, les loger, les nourrir, les habiller, les distraire en en offrant pour tous les goûts, assurer plus que l'intendance sans singer ni les chantiers de jeunesse du maréchal ni à la caserne. À ce propos, ce service civique, équivalent en droit et en temps au service national, a donné du sens au service du pays. Comme on avait besoin de beaucoup de main-d'œuvre, et que les conditions de vie étaient favorables, il a fallu recourir au tirage au sort pour départager les ex-æquo !

L'affaire a trouvé sa dynamique propre, les uns triant leurs déchets compostables, les autres assurant le

convoyage jusqu'aux centres de fermentation. On mit au point des wagons spéciaux pour le transport [les CASTOC, acronyme de Cask for Storage and Transport Of Compostable Material !] qui furent exportés, les quais de déchargement ont été rénovés, des logements ont été construits, des artisans se sont installés dans une région attractive soutenue par une Europe qui songeait encore au bien-être de ses habitants, et cetera. Mais surtout, et c'était la grande idée d'Alexis, en quelques années, le paysage a retrouvé une nouvelle jeunesse, les pluies torrentielles consécutives aux orages ont été endiguées, d'anciennes sources ont repris du service, des espèces végétales sont revenues, les oiseaux ont reconquis des territoires qu'ils avaient désertés et des techniques pastorales ont retrouvé leur place.

"... les pluies torrentielles consécutives [...] ont été endiguées, d'anciennes sources ont repris du service, des espèces végétales sont revenues, les oiseaux ont reconquis des territoires qu'ils avaient désertés, ..."

On remit à l'honneur les techniques ancestrales de méthanisation. Très en vogue durant l'entre-deux guerres, elles avaient été mises à mal par l'industrie pétrolière qui voyait d'un mauvais œil que des particuliers roulissent sans verser dîme et gabelle devenues réglementaires. Là, c'était des collectivités qui fabriquaient le carburant qu'elles mettaient dans leurs véhicules !

Inutile d'en remettre sur ces métiers qui ont refait surface, parce qu'il fallait bien entretenir le cheptel de trait [on se remit à fabriquer entre autres jougs et colliers, autant dire que la bourrellerie connut un bel essor !], le nourrir, le soigner, l'élever et le dresser.

Tel un inventeur modeste et génial, Alexis vit son idée simple progresser bien au-delà de tout ce qu'il avait envisagé. La plus belle de ses récompenses a sans doute été ces hameaux perdus qui retrouvaient qui une école, qui une bourse du travail, ou une maison de la culture quand ce n'était pas le tout à la fois.

Trente ans ont maintenant passé depuis qu'Alexis est arrivé sur son poste. Les incendies de forêts ne sont plus qu'un vague souvenir. Des brigades de gardes montés patrouillent au milieu d'une végétation luxuriante. L'eau est abondante parce que, stockée, elle est utilisée avec parcimonie. L'industrie du bois valorise cette richesse. On a offert un grand projet qui fait maintenant école puisque ce sont des régions entières, en particulier au sud de l'Europe, qui s'inspirent du savoir-faire acquis ici. Alexis de son côté va faire valoir ses droits à la retraite, mais on l'attend déjà là où l'on a besoin d'un expert généreux et dévoué.

Le laboratoire d'idées, c'est bien, la mise en pratique, c'est mieux ! C'est à cet exer-

J'AI HABITÉ VINGT ANS au Sénégal et en Côte d'Ivoire où j'ai enseigné à l'INSET d'Abidjan. Dès les années 70, j'avais envie de contribuer au développement de pays que j'ai appris à aimer.

La vie nous promène et j'ai atterri à Wissembourg en 2002. Lors de la reconstruction du collège, j'ai dû constater combien il était difficile d'obtenir ces panneaux et chauffe-eau solaires qui sont maintenant la norme, tant locale qu'europpéenne. Il a fallu batailler pour des ampoules basses consommation économes et des détecteurs de présence à la place des interrupteurs dans les couloirs ! Trois ans plus tard, les agents, les personnes logées et les élèves de SEGPA alimentaient un compost...

Quand Patrick Estner, le premier président de 'Pour un autre monde', association fondée après le tsunami de Noël 2004 pour aider des écoles au Sri Lanka, a proposé que l'on intervienne au Burkina Faso, j'ai révisé mes connaissances en agro-écologie de région tropicale sèche et réactivé mes contacts. De Bobomondi dans le sud-est, en passant par Bobo-Dioulasso et Manghin, nous sommes arrivés en 2006-2007 dans le Loroum pour animer des projets avec les quatre premières écoles autour de Titao : Hargo, Rimassa, Salla et Siguinonguin [voir carte]

La problématique était et reste la suivante : - depuis l'indépendance, l'animation rurale a surtout fait passer des notions d'agriculture conventionnelle malgré la présence au Burkina Faso de fortes personnalités comme Pierre Rabhi et Georges Ouédraogo ou du Centre écologique Albert-Schweitzer.

- les écoles doivent nourrir leurs élèves à midi depuis la loi sur l'éducation de 2007 [pas le temps de marcher sous le soleil pour rentrer manger à la maison] et les donations américaines de céréales dites "Cartwell" devaient s'arrêter en 2011.

Autonomie alimentaire et respect de l'environnement

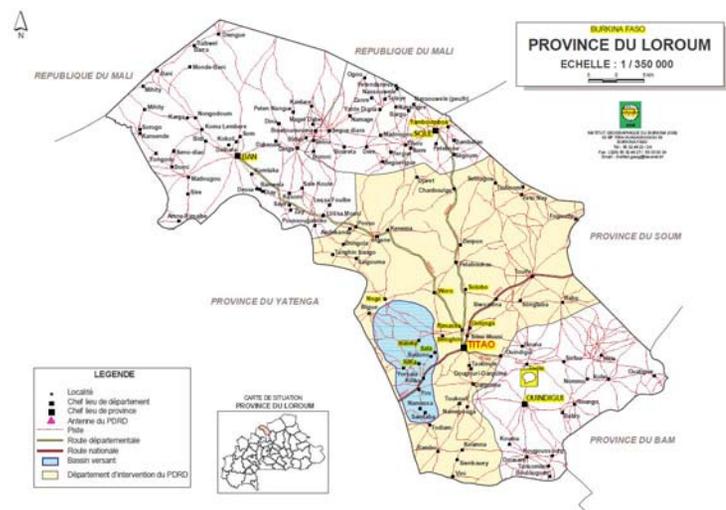
Comment aider les populations à développer une vraie autonomie alimentaire respectueuse de l'environnement à faible coût et fort rendement ? On pouvait montrer aux enseignants et aux élèves et à leurs parents comment faire un compost adapté au Sahel, cultiver légumes, légumineuses et céréales biologiques pour assurer des repas équilibrés sans viande, en restaurant les sols dégradés et en utilisant des techniques et des pesticides naturels non polluants pour faire des pépinières d'arbres locaux et obtenir fruits et feuilles, écorces et racines pour l'alimentation, les soins médicaux, l'artisanat et l'enrichissement des sols, le remplissage des nappes phréatiques ... et le retour de la pluie.

Après des réunions de concertation avec

es travaux pratiques !

cice qu'une association locale, "pour un autre monde", consacre son énergie en donnant à ses amis burkinabés les moyens de vivre

sur leur terre, en toute dignité. Madame Claire Verny a accepté d'en décrire le processus.



les autorités de l'éducation, les conseils de gestion des écoles [COGES], les associations de parents [APE], les associations de mères éducatrices [AME], les chefs locaux [Naaba], les quatre premières écoles ont bénéficié d'une dotation en grillage, brouettes, outils et semences et d'une formation au compostage [protocole de Gorom Gorom selon Pierre Rabhi]. Les fosses compostières et les jardins ont vu le jour et se sont agrandis. Un parent a été formé à la pépinière, sans grand résultat au départ.

Fascinés par la verdure de ces jardins visibles de la route, six autres directeurs se sont portés volontaires et c'est avec Corinne Bloch que j'ai mis en place leur formation en février-mars 2009, en intégrant directement la pépinière et le sauvetage des arbres malmenés par le bétail ; depuis, l'école de Noogo B est devenue championne du reboisement.

Brigitte, Bernard, Vincent et Frédérique sont venus installer des bibliothèques dans les écoles en 2009 et 2012, faire des photos, contribuer aux formations tout comme Ernest et Corinne en 2012. Patrick a fondé une autre association. Maintenant, vingt écoles élémentaires et deux lycées pratiquent compostage et jardinage agro-écologique, replantent chacun une petite centaine d'arbres par an et s'en occupent ["un élève, un arbre" : chaque élève est responsable trois ou quatre ans de l'arbre qu'il a planté, l'arrose une fois par semaine pendant un an, remet du paillage, le protège par un panier ou l'aspersion d'une sorte de pralin de bouse et crottes]. Six groupes de parents ont suivi des formations pour composter bio et soigner leurs plantations sans pesticide. Le premier arbre planté par le parent pépiniériste a fourni 153 gousses de semences après quatre ans [Moringa Oléiféra : feuilles protéinées pour la sauce], ce qui nous évite d'en acheter.

Effet boule de neige

Depuis Titao, le projet a essaimé au Nord-Ouest de la province autour de Banh [Banh A et B, Nongodoum et Lossa Mossi], au

Nord [Sollé et Yam-boumbou], au Sud [Tansaliga] et au Sud-Est [Selbonga et Toolo en attendant Ouindigui]. 'Pour un autre monde' a loué en février 2011 une maison avec cour transformée en jardin expérimental. Afin de créer un centre de formation CEPARTAS [centre d'expérimentation et de partage de techniques adaptées au Sahel], il comprend une pépinière, une bibliothèque, une mini-salle informatique alimentée par panneaux solaires, tout cela en attendant que les trois hectares achetés à un paysan permettent une démonstration grandeur nature de l'utilisation des cultures pour la redistribution de nos propres semences et une reforestation diversifiée : le petit bois de Titao ?

Tant pour si peu

Pour 20 000 euros par an, 15 000 élèves peuvent manger équilibré, apprendre les gestes simples pour restaurer la terre et planter des arbres, étudier le soir à la lumière des plaques photovoltaïques [dans huit écoles seulement pour le moment] et lire autre chose que les livres scolaires, comprendre et pratiquer la cuisson solaire sur vingt cuiseurs, récupérer les vieux papiers pour en faire des boulettes de combustible [comme les briquettes ici], des mams ont gagné des brouettes au concours de ramassage de déchets et appris à composter, à tisser des sachets plastiques au rebut pour en refaire des sacs, à réutiliser des vieux bouts de savon comme support d'insecticide naturel avec des graines de nîm pilées, etc. Dix personnes gagnent leur vie à la fabrication manuelle de grillage, et alimentent les budgets des COGES de cinq écoles, quatre moulins à grains donnent un gagne-pain à douze personnes en permettant des investissements autonomes dans les quatre premières écoles grâce à un réseau d'aide informelle.

Main dans la main

Les élèves du collège Otfried et des associations de parents ont apporté des livres et les ont mis en cartons, la course solidaire a payé 75% du conteneur de 2011, les plateaux de la chorale et du club théâtre ont permis l'achat de livres africains sur place, les ventes aux stands du marché bio de Steinseltz, les semaines de solidarité et les brocantes locales contribuent pour 50% du budget annuel. De nombreux collègues et particuliers ont donné des livres et matériels divers.

Pour 2013 et 2014, l'association poursuit

l'aide aux écoles, construit en terre crue les bâtiments du CEPARTAS définitif, va aider le CEBNF à trouver trois postes de soudure pour la formation de CAP métallerie, trente-six machines à coudre à pédale et électriques, trois surjeteuses, trois machines à boutons/boutonniers, mettre en place au moins huit panneaux photovoltaïques dont quatre au Centre, envoyer encore des livres, des ordinateurs portables révisés par Humanis et des outils de jardinage et bricolage non électriques. Et planter encore et encore carottes, choux, gombos, piments, aubergines, patates, niébés, adansonia digitata (baobab) et autres ziziphus (jujube) !

On n'aura pas fait de "grande muraille verte", juste des confettis autour des écoles et lycées partenaires, et les gens mangent à leur faim, vivent chez eux sans essayer de traverser le Sahara et la terre revit.



Plants de trois ans à Noogo B



La bibliothèque



2012, formation au jardinage

"Pour un autre monde"
1a place des Orphelins
67000 STRASBOURG
contact@pourunautremonde.org
11a route de Salla B.P.22
TITAO Loroum (BF)

